

LA PLACE ET LE RÔLE DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE DANS UN ÉTAT POLITIQUE JUSTE



Si la démocratie directe est un outil pertinent et très utile d'aide à la décision politique, elle ne saurait en aucune façon remplacer une organisation mettant en œuvre des dirigeants responsables. En elle-même, la « démocratie directe », est tout à fait inapte à remplir le rôle - que certains prétendent lui donner - d'être l'alpha et l'omega de la démocratie, pour les raisons suivantes :

1. On ne peut organiser une Société politique en demandant en permanence à tous les gens leur avis personnel sur tout ; une telle non-méthode reviendrait à imposer soit le chaos, en raison de la divergences de la majorité des réponses, soit la loi du plus fort (qu'il soit fort par les armes ou malin) ...
2. Il est tout à fait contre-productif, comme l'actualité le démontre en permanence, de demander aux gens de se prononcer sur des sujets dont ils ne maîtrisent pas les tenants et les aboutissants. => Plus précisément, chacun ne peut avoir un avis pertinent qu'à la double condition que :
 - a) La question soit bien posée et non piégée (exemple : un sujet sur lequel il ne peut y avoir que plusieurs réponses pertinentes possibles et auquel on demande de répondre par une seule ou deux options ; ou un sujet compliqué auquel on demande de répondre de façon binaire). Par exemple, serait-il possible de résoudre par la démocratie directe tous les problèmes d'approvisionnement énergétique, de régulation monétaire ? Serait-il possible de répondre, via la démocratie directe, aux différents problèmes qui se posent dans la gestion courante des affaires de l'État : arbitrages, décisions techniques, règlements de conflits de personnes, de pouvoir ? Une question du style : « préférez-vous la TV ou méta (ex facebook) ? » Ou encore « préférez-vous BFMTV, TF1 ou Antenne 2 ? » ; ces questions sont piégées car elles ne permettent pas de répondre « ni l'un ni l'autre »...
 - b) Que les informations honnêtes et complètes permettant d'avoir effectivement un avis pertinent soient disponibles ; ce sujet est particulièrement vrai lorsque le sujet en cause est de nature technique.

3. Lorsque les conditions ci-dessus sont remplies - ce qui n'est pas chose aisée - il faut encore que les gens destinataires des informations soient intéressés à en prendre connaissance ET en mesure de les interpréter de façon juste, ce qui nécessite, a minima, du temps...

Finalement, prétendre gouverner par le seul mode de la démocratie directe revient à imposer le même niveau de duplicité et de démagogie que celui consistant à tester des connaissances complexes à l'aide de QCM.

Ce qui ne signifie évidemment pas qu'il ne faut pas de démocratie directe MAIS que cette dernière ne peut être qu'une aide à la décision et seulement dans certaines conditions préétablies.

D'une façon générale, la démocratie directe peut être une grande aide à la décision politique sur des sujets importants et qui nécessitent une adhésion populaire ; elle ne saurait en revanche suffire à instaurer un État démocratique car elle ne remplacera jamais la recherche de la vérité et de la justice pour régler les conflits humains, laquelle recherche nécessite l'existence d'une instance supérieure non directement concernée par lesdits conflits : deux garanties de sa neutralité dans la recherche de la vérité et de la justice.

Dans Révoludroit, la démocratie directe s'intègre parfaitement dans la gestion des Groupements d'Intérêt (GI), elle est disponible à tous ses participants en fonction de leur seule volonté.

La démocratie directe joue également, dans Révoludroit, au niveau national par le choix populaire des ministres et du Chef d'État ainsi que par la nécessité de valider par référendum les traités internationaux politiquement significatifs.

Valérie Bugault

Avril 2023